

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Brèves et Analyses

N° 342 du 18.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Les brèves

1-1 Mahallah Al Koubra et Rafah...deux dynamiques complémentaires car de même nature mathématique.

1-2 Jimmy Carter: "Le blocus de Gaza est un crime et une atrocité".

1-3 L'occupation néglige la visite de Carter et refuse de lui présenter des aides sécuritaires.

1-4 L'occupant ne trouvera que la mort, s'il tente une nouvelle tentative d'invasion de Gaza.

1-5 Le peuple palestinien n'accepte pas de mourir seul à cause des complicités et du silence mondial.

1-6 Mechaal : Le peuple palestinien va briser le blocus et imposer sa volonté.

1-7 Hamas : on va briser le blocus par une grande Intifada.

1-8 Le Hamas dément les allégations d'Al-Ahram au sujet d'un plan militaire du Hamas pour détruire les frontières.

1-9 L'Egypte : Nous déployons les efforts pour instaurer une trêve mutuelle entre Israël et l'ANP.

1-10 Le Hamas appelle à mettre en acte le discours du président Moubarak pour ne pas affamer les palestiniens.

1-11 L'État hébreu est prêt à une trêve à Gaza, affirme Abbas.

1-12 Mahmoud Abbas : l'ANP déploie tous les efforts pour parvenir à une accalmie mutuelle avec Israël dans la bande de Gaza.

1-13 Abbas prouve qu'il n'est pas digne d'être le président du peuple palestinien en couvrant les crimes.

1-14 Olmert fixe des conditions pour instaurer une trêve dans la bande de Gaza.

- 1-15 Nazzal affirme que le Hamas n'accepte pas de trêve sans inclure la Cisjordanie.
1-16 Hamas : La proposition d'une trêve par l'occupation n'est qu'une propagande médiatique.
1-17 Des appels sionistes pour assassiner Haniyeh et les leaders de la résistance palestinienne.
1-18 Huit agences des Nations-Unis critiquent les attaques israélienne contre Gaza.

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

- 2-1 Mahmoud Ahmadinejad : "il faut pour résoudre la question palestinienne, consulter les Palestiniens.
2-2 L'Union Inter-Parlementaire invitée à soutenir les droits des Palestiniens.
2-3 Une femme arabe rejoint une unité d'élite (...) de Tsahal

3 Annexe - Analyse -Géopolitique et stratégie

- 3-1 La Banque mondiale et le FMI ont contribué aux crises alimentaires dans les pays pauvres.
3-2 Xavière Jardez GAZA : Le coup d'état manqué du Fatah.
3-3 Daniel Levy : **La privatisation de l'occupation**

1 Les brèves

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Mahallah Al Koubra et Rafah...deux dynamiques complémentaires car de même nature mathématique.

Gaza témoigne...

A l'aube de mercredi 9 avril, à Gaza, cinq malades sont décédés par manque de soins provoquée par le blocus. Parmi ces malades, la citoyenne Nabila Hassan Zakout, 32 ans, ayant grandement souffert de sa maladie cardiaque.

Depuis le début du blocus, 130 malades sont décédés.

Il faut savoir que l'Egypte de Moubarak contribue efficacement à ce blocus en imposant la fermeture des frontières à Rafah.

Mahallah Al Koubra sonne le glas du début de la fin d'un régime...

Les ouvriers du textile de Mahallah Al Koubra ont déclenché un mouvement qui désormais ne cessera de grandir sur cette terre profonde d'Egypte, jusqu'à la chute d'un système autoritaire, répressif et de surcroît collaborateur avec l'ennemi de notre nation.

Selon une théorie mathématique peu connue, ce mouvement ouvrier est ce **petit** battement d'ailes de papillon qui engendrera enfin le **grand** tsunami populaire, celui de tous les opprimés, celui des familles pauvres, celui des étudiants et intellectuels matraqués, violentés et jetés dans les prisons, pour avoir à la fois exprimé leur attachement aux revendications sociales de leur peuple et leur solidarité avec le peuple souffrant et résistant de Gaza.

Ce petit mouvement est dans le cœur d'un système dynamique qui **n'obéit pas au déterminisme** ; les Moubarak peuvent faire et défaire leurs équations différentielles économiques, d'obédience capitaliste qui, selon eux, devraient résoudre la crise,...

En vain, le système est de **nature différente** ; il est **dynamique** de par les solidarités résistantes qui se tissent, heure après heure, jour après jour, jusqu'à la victoire de l'Egypte du Peuple qui ira donner une autre image à Rafah, celle du plus beau pont par lequel s'achemineront toutes les formes de solidarité avec Gaza, la belle et résistante.

Mais aussi, cette **même** dynamique œuvre sur le sol de Gaza ; elle est **indomptable** mathématiquement parlant. Sans pouvoir attendre, elle risque de provoquer **la plus grande** explosion dont l'onde de choc, ne connaissant pas les frontières géographiques, ira jusqu'à donner à Rafah cette image tant souhaitée par tous les peuples arabes...

10 avril 2008

Raymond RICHA

1-2 Jimmy Carter: "Le blocus de Gaza est un crime et une atrocité".

L'ancien président américain Jimmy Carter a qualifié de crime et d'atrocité le blocus de la bande de Gaza, ajoutant que les tentatives de Washington pour affaiblir le Hamas se révélaient contre-productives.

Prenant la parole à l'Université américaine du Caire après des entretiens avec des responsables du Hamas venus de Gaza, Carter a dit que les Palestiniens de la bande côtière étaient réduits à "mourir de faim" et recevaient moins de calories par jour que les habitants des régions les plus pauvres d'Afrique.

"C'est une atrocité qui est perpétrée en guise de châtement contre la population de Gaza, c'est un crime (...)

J'estime que c'est une abomination que cela continue", a-t-il déclaré.

Israël impose le plus clair du temps un blocus à Gaza depuis la prise de contrôle du territoire par le Hamas en juin dernier, en ne laissant y entrer que des produits de première nécessité.

Carter a estimé qu'Israël et Washington cherchaient à rendre les conditions de vie à Gaza nettement pires qu'en Cisjordanie, où est installé le Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas.

"Politiquement parlant, je crois que cela a même contribué à renforcer la popularité du Hamas au détriment de celle du Fatah", a-t-il ajouté en faisant ainsi allusion au fait que les Etats-Unis souhaitent parvenir au résultat opposé.

L'ex-président a noté que les dirigeants du Hamas qu'il avait rencontrés se disaient prêts à accepter un accord de paix avec Israël négocié par Abbas à condition que les Palestiniens l'entérinent par référendum.

Israël et Washington, qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste, refusent de traiter avec lui tant qu'il ne reconnaît pas le droit d'Israël à l'existence et ne renonce pas à la violence.

"L'une des raisons pour lesquelles j'ai tenu à venir rencontrer les Syriens et le Hamas était de donner un exemple que d'autres pourraient suivre (...) Je sais qu'il y a au gouvernement israélien des responsables tout à fait disposés à rencontrer le Hamas, ce qui arrivera peut-être dans un proche avenir", a-t-il encore dit.

Ni l'ancien ministre palestinien des Affaires étrangères, Mahmoud al Zahar, ni Saïd Seyam, qui fut un temps ministre de l'Intérieur dans le gouvernement palestinien d'union nationale, n'ont fait de déclaration après avoir rencontré l'ancien président démocrate au Caire.

C'est la deuxième fois en 72 heures que Carter s'entretenait avec des représentants du Hamas. Zahar et Seyam se sont rendus mercredi au Caire, les autorités israéliennes ayant refusé d'autoriser Carter à se rendre à Gaza à partir du sol israélien.

Carter a déjà rencontré un représentant du Hamas en Cisjordanie et l'on s'attend à ce qu'il ait un entretien à Damas avec le chef du Hamas, Khaled Mechaal.

Dans la journée de jeudi, Carter avait été reçu par le président égyptien Hosni Mubarak. Rien n'a filtré de leurs discussions.

(Vendredi, 18 avril 2008)

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4609

1-3 L'occupation néglige la visite de Carter et refuse de lui présenter des aides sécuritaires.

Des sources américaines ont dit que les services sécuritaires sionistes ont refusé d'aider les officiers américains qui protègent l'ancien président américain Jimmy Carter, qui va visiter l'entité sioniste. Les autorités de l'occupation ont critiqué le président Carter à cause sa volonté de rencontrer le chef du bureau politique du mouvement du Hamas Khaled Mechaal, en Syrie, et à cause d'avoir publié un livre en 2006 qualifiant la politique sioniste dans les territoires palestiniens de système d'apartheid.

Des sources américaines ont dit à "Reuters" que les services de sécurité intérieure de l'entité sioniste (Shabak), qui aident à la protection des hauts responsables et personnalités qui visitent l'entité sioniste sous le contrôle direct du bureau du premier ministre sioniste, ont refusé de rencontrer le chef de l'équipe des gardes de Carter ou de présenter des aides pour protéger le président.

Une autre source a dit que cette négligence représente une violation du Shabak et des services de renseignements américains (CIA) qui protègent tous les présidents américains et leurs homologues sionistes qui visitent les Etats-Unis.

Avant sa visite dans l'entité sioniste, Carter a dit lors d'une déclaration de presse avec la chaîne américaine ABC qu'il croit que si l'occupation veut réaliser la paix dans la région, elle doit donc contacter les parties proches et voisins ; en conséquence, elle doit faire participer le mouvement du Hamas aux processus de paix.

CPI
15-04

1-4 L'occupant ne trouvera que la mort, s'il tente une nouvelle tentative d'invasion de Gaza.

Les brigades du martyr Ezzidin Al-Qassam, branche militaire du mouvement de la résistance islamique Hamas, ont averti les autorités de l'occupation israélienne de toute tentative d'invasion de la bande de Gaza. Sur ses frontières, elles ne trouveront que la mort, la mort dans tous ses états.

Abou Obaïda, porte-parole des brigades, confirme que les factions de la résistance sont toutes prêtes au combat ; c'est à "Israël" de choisir. « Notre guerre avec l'occupation est longue. Attaque et retrait. Tout est possible. Toutes les portes sont ouvertes. Nous n'avons aucune peur de l'ennemi. Et c'est un honneur pour nous d'être qualifiés de

terroristes par les grands terroristes du monde. Nous sommes prêts à combattre l'occupation, en payant le prix, le prix de la libération, le prix de la défense de notre terre et de notre peuple », affirme Abou Obaïda.

Dans un communiqué de presse, Abou Obaïda nie l'idée que les brigades d'Al-Qassam sont toutes seules dans la bataille avec les Sionistes. C'est l'occupant qui veut donner au monde l'illusion qu'il combat le Hamas uniquement. « C'est vrai que nous avons eu l'honneur de participer dans la mise à mort du soldat israélien, hier soir, mais nous ne sommes pas seuls sur le terrain. Tout le peuple palestinien résiste et abrite les résistants. En fait, la résistance est populaire. Le Fatah en fait partie », a-t-il ajouté.

L'occupation se butera à des affrontements des plus violents, si elle décide d'envahir la bande de Gaza, avertit le porte-parole. Elle s'est plainte auprès de l'Organisation des Nations Unies. C'est une indication de son incapacité à face à la résistance. Qu'elle nous attaque, nous lui avons préparé tous types de mort qu'elle mérite, sur nos frontières.

11-04

Gaza - CPI

1-5 Le peuple palestinien n'accepte pas de mourir seul à cause des complicités et du silence mondial.

Un haut dirigeant du mouvement du Hamas a affirmé que le peuple palestinien n'accepte pas de mourir tout seul devant le monde entier, tout en appelant toutes les parties palestiniennes, arabes et internationales à prendre leurs responsabilités face à la situation désastreuse et ses résultats qui vont pousser à l'explosion du peuple palestinien.

Le député du bloc parlementaire du Hamas "changement et réforme" Mouchir Al-Masri a déclaré au journal "Qods Press" que le peuple palestinien ne va pas rester inactif devant tous ces complots dirigés régulièrement par les Etats-Unis et l'occupation israélienne avec une complicité palestinienne et arabe contre les innocents citoyens de Gaza.

Al-Masri a fortement averti des effets très dangereux qui vont se produire après les alertes et les escalades palestiniennes dans toute la région, tout en soulignant que les responsables du groupe de Ramallah et certains leaders arabes sont impliqués dans ce boycott contre les citoyens de Gaza, au moment où ils refusent toute initiative ou accord pour soulager les souffrances des Palestiniens et insistent à continuer à servir uniquement les projets et les agendas israélo-américains.

Al-Masri a averti de la situation palestinienne qui va certainement exploser, car le peuple palestinien n'accepte plus d'aller tout seul vers son exécution à cause de la complicité de certaines parties et du silence ferme du monde entier.

Gaza - CPI

10-04

1-6 Mechaal : Le peuple palestinien va briser le blocus et imposer sa volonté.

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé que le veto israélo-américain empêche la levée du blocus sévère imposé injustement contre les citoyens de Gaza, et interdit tout dialogue ou rapprochement entre les Palestiniens.

Lors d'une interview avec la chaîne d'Al-Aqsa qui a eu lieu hier, samedi 12/4, Mechaal a affirmé que les Palestiniens sont exposés à des souffrances continues inhumaines à cause du blocus israélo-américain, de l'occupation, des agressions sionistes quotidiennes, des complots internationaux et du silence arabe, tout en réaffirmant que les Arabes n'ont aucune excuse pour garder ce silence ferme et honteux envers les crimes sionistes.

Mechaal a fortement critiqué les décisions arabes qui ne contribuent à rien et ne sont pas mises en vigueur à cause des ordres et du veto américains et israéliens, surtout après que le blocus a tué plus de 130 malades qui ont été empêchés par les autorités occupantes de voyager pour aller se soigner à l'étranger (hors de Gaza).

Il a souligné que le peuple palestinien n'accepte pas de rester inactif sous ce blocus sioniste criminel très sévère imposé par les criminels israéliens et américains, tout en déclarant que le peuple palestinien va certainement imposer ces agendas et sa volonté à la communauté internationale et régionale.

Mechaal a annoncé que les Palestiniens vont se révolter avec force contre les pratiques inhumaines et injustes dont le blocus sévère, tout en affirmant que la situation va exploser pour soulager les souffrances et lever le blocus sévère imposé par l'occupation et ses alliés criminels.

Mechaal a souligné que l'occupation israélienne est le seul ennemi du peuple palestinien, qu'elle est celle qui commet le plus de crimes de guerre contre l'humanité. Il a aussi appelé les peuples arabes et islamiques, les hommes libres au monde, les savants, les organisations des droits de l'homme et de secours à déployer tous leur efforts pour sauver un million et demi de Palestiniens qui sont quotidiennement exposés à des agressions sionistes sauvages.

Damas - CPI

14-04

1-7 Hamas : on va briser le blocus par une grande Intifada.

Le porte-parole du Hamas, Aymen Taha, a affirmé qu'on va briser le blocus sioniste imposé contre la bande de

Gaza par de grandes activités populaires, mais la nature de l'explosion populaire, ne sera connue qu'à son moment et son endroit.

Lors d'un entretien de presse, Taha, a dit, aujourd'hui dimanche 13/4, que le mouvement populaire n'est pas une décision du mouvement Hamas, mais une Intifada populaire comme la première Intifada d'Al-Aqsa lorsque le peuple palestinien s'est révolté contre l'occupation.

Il a ajouté que cette Intifada serait dans la bande de Gaza, la Cisjordanie et certains pays arabes car la nation arabe et islamique est toujours vivante et n'accepterait pas la mort d'un peuple frère à cause de l'occupation. Taha a appelé le gouvernement égyptien à ouvrir le passage frontalier de Rafah et presser contre la présidence palestinienne qui refuse toujours son ouverture, en disant : "nous affirmons que l'Égypte porte la responsabilité du blocus car elle peut presser contre les côtés concernés pour finir ce blocus".

Il a affirmé également que l'occupation n'est pas sérieuse au sujet de la trêve, en renouvelant la position de son mouvement qui accepte une trêve générale, réciproque et simultanée, à condition de finir le blocus et arrêter toutes les formes d'agressions sionistes contre le peuple palestinien.

Taha a poursuivi que son mouvement ne refuse pas le retour des éléments de la sécurité de la présidence palestinienne aux passages mais le problème principal est l'occupation ainsi que la présidence palestinienne qui s'attache à l'accord de 2005 qui permettent le retour de l'occupation israélienne aux passages.

Le porte-parole du Hamas a souligné que l'occupation renforce le blocus contre Gaza sous une couverture internationale.

Gaza - CPI

13-04

1-8 Le Hamas dément les allégations d'Al-Ahram au sujet d'un plan militaire du Hamas pour détruire les frontières.

Le Hamas a affirmé que les informations publiées dans le journal égyptien "Al-Ahram" dans son numéro d'aujourd'hui, mardi 15/4, autour d'un plan militaire pour détruire les frontières égyptiennes et attaquer les soldats égyptiens, ne sont que des mensonges. Lors d'une déclaration spéciale au Centre Palestinien d'Information, le porte-parole du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a dit : "Nous démentons fortement les allégations du journal égyptien Al-Ahram et nous considérons que le rapport de ce journal représente un appel aux soldats égyptiens pour tuer les citoyens palestiniens".

Il a exprimé son regret envers cette campagne dirigée par un journal officiel qui publie des mensonges dans le cadre d'une tentative pour tromper l'opinion générale égyptienne dans le but de lui interdire de soutenir le peuple palestinien et de provoquer les soldats égyptiens contre les citoyens palestiniens.

Abou Zouhri a affirmé que cela vient dans le cadre des campagnes médiatiques lancées par l'occupation et l'autorité à Ramallah contre le mouvement du Hamas et le peuple palestinien, en soulignant que ces campagnes ne peuvent jamais tromper l'opinion générale, ni réaliser les buts de ces campagnes.

Il a insisté que les rapports quotidiens publiés dans le journal Al-Ahram font partie d'une campagne médiatique dirigée par certains journaux officiels contre le Hamas et le peuple palestinien, en affirmant que le mouvement va travailler pour démasquer ces campagnes qui justifient les agressions sionistes.

CPI - 15-04

1-9 L'Égypte : Nous déployons les efforts pour instaurer une trêve mutuelle entre Israël et l'ANP.

Le Porte-parole du Ministère Egyptien des Affaires Etrangères, Hussam Zaki a souligné, lundi, que son pays déployait tous les efforts pour instaurer une trêve mutuelle entre Israël et l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP). Dans une déclaration, M. Zaki a indiqué qu'Israël devait prendre des mesures pour soulager les souffrances du peuple palestinien.

Il a dit que l'Égypte travaille toujours avec Israël et l'ANP dans le but d'apaiser les tensions entre les deux côtés, ce qui pourrait aider à pousser les pourparlers de paix.

Il a fait remarquer que l'escalade militaire israélienne dans les Territoires palestiniens occupés montrait que ce dernier tentait à se délier du processus de paix.

Il conclut en réaffirmant que l'Égypte poursuivait les efforts pour lever le blocus inhumain imposé au peuple palestinien.

Wafa

14-04

1-10 Le Hamas appelle à mettre en acte le discours du président Mubarak pour ne pas affamer les palestiniens.

Le mouvement du Hamas a appelé la direction égyptienne à mettre en acte le discours du président, Hosni Mubarak, qui avait affirmé qu'il n'accepte pas de priver les citoyens de Gaza de leur nourriture, tout en déclarant que le blocus a frapper complètement la vie à Gaza.

Le membre du bureau politique du Hamas, Ezzat Al Rachq a affirmé lors d'une conférence de presse que les palestiniens de Gaza souffrent énormément et qu'ils sont menacés de mort lente, devant le su et la vue du monde entier, en appelant à les sauver immédiatement de cette pire situation.

On note que la campagne européenne de solidarité avec Gaza qui proteste contre la continuation du blocus sioniste criminel, avait appelé le président égyptien Hosni Mubarak à ouvrir immédiatement le passage de Rafah, tout en condamnant fortement la politique criminelle de l'occupation qui viole toutes les lois, les règles et les chartes humaines et internationales.

La campagne européenne pour la levée du blocus a souligné que le blocus a paralysé complètement tous les domaines de vie de la société palestinienne, dans la bande de Gaza, notamment après l'arrêt total des fournitures de carburant, ainsi que la continuation de la fermeture du passage de Rafah, en soulignant que l'Égypte doit prendre ses responsabilités humaines et nationalistes pour soulager les souffrances des citoyens de Gaza.

Al Rachq a affirmé que le veto américain empêche toute entente, ou dialogue inter palestinien et que la direction américaine renforce les agendas de l'occupation, en poursuivant le blocus sévère et le boycott afin de frapper les agendas nationaux du peuple palestinien et sa résistance nationale, au moment où elle oblige Abbas et son groupe de fuir leur engagement de l'annonce de Sanaa.

Al Rachq a espéré que l'ancien président américain, Jimmy Carter, s'attache à sa position pour rencontrer à Damas, le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, tout en affirmant que les dirigeants du Hamas sont prêts pour entamer cette rencontre.

Damas - CPI

14-04

1-11 L'État hébreu est prêt à une trêve à Gaza, affirme Abbas.

Le président palestinien a affirmé hier, au lendemain d'une rencontre avec le Premier ministre israélien Ehud Olmert, que l'État hébreu était prêt à une trêve dans la bande de Gaza, contrôlée par le Hamas, à travers une médiation égyptienne.

Selon M. Abbas, les conditions fixées par Israël pour une trêve des opérations militaires dans la bande de Gaza sont « l'arrêt des tirs de roquettes, le respect de la trêve par toutes les factions (palestiniennes) et l'arrêt de la contrebande » entre l'Égypte et le territoire palestinien. Le président palestinien a souligné qu'Israël « ne signerait pas d'accord avec le Hamas, mais avec les Égyptiens ». En outre, M. Abbas a condamné les menaces du Hamas de prendre d'assaut les points de passage de la bande de Gaza pour mettre fin au blocus contre ce territoire.

Sources [Lorient le jour](#)

16-04

Posté par Adriana Evangelizt

1-12 Mahmoud Abbas : l'ANP déploie tous les efforts pour parvenir à une accalmie mutuelle avec Israël dans la bande de Gaza.

Le Président Mahmoud Abbas a souligné, lundi, que l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) déployait tous les efforts pour parvenir à une accalmie mutuelle avec Israël dans la bande de Gaza. Après avoir assisté à la session hebdomadaire du cabinet, le Président a informé WAFA que 'Nous travaillons avec l'Égypte pour parvenir à une accalmie mutuelle avec Israël dans le but de créer une ambiance favorable pour l'avancée du processus de paix et la levée du siège imposé à Gaza.'

WAFA

1-13 Abbas prouve qu'il n'est pas digne d'être le président du peuple palestinien en couvrant les crimes.

Le Hamas a fortement critiqué les déclarations du président Mahmoud Abbas, qui a dit de nouveau que les missiles de la résistance de fabrication locale sont inutiles, et qu'ils menacent la sécurité de la Palestine, et a considéré qu'il justifie les crimes des forces occupantes contre le peuple palestinien et le blocus sioniste contre la bande de Gaza.

Le porte-parole du mouvement du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a dit que les déclarations du président Abbas, donnent une justification à l'occupation pour renforcer le blocus et pour commettre d'autres crimes contre les Palestiniens.

Au sujet des allégations d'Abbas disant que le mouvement du Hamas menace la sécurité de l'Égypte, Abou Zouhri a dit que ces déclarations représentent une exploitation, car les factions de la résistance palestinienne ne menacent pas la sécurité de l'Égypte et Abou Mazen doit se rappeler qu'il est le président du peuple palestinien et non pas de l'Égypte, et qu'il devrait parler du blocus injuste contre ses citoyens.

Il doit aussi appeler toutes les parties arabes à briser le blocus sioniste imposé contre la bande de Gaza, au lieu d'attaquer les factions de la résistance palestinienne à travers ces déclarations et allégations irresponsables.

Le porte-parole du mouvement du Hamas a insisté sur le fait que les déclarations d'Abbas sont une tentative pour détourner toutes les forces régionales et internationales contre la bande de Gaza et le mouvement du Hamas, en créant et propageant des mensonges.

Abou Zouhri a ajouté que son mouvement suit tous les événements et ne va pas rester sans action envers la continuation du blocus, mais qu'il va prendre une décision efficace, au moment opportun, pour mettre fin à ce blocus injuste et inhumain.

Enfin, le porte-parole du Hamas a dit que l'occupation porte la responsabilité du blocus et doit payer le prix de ce blocus sévère, en soulignant que les leaders arabes qui peuvent briser le blocus doivent porter leurs responsabilités et permettre l'ouverture du passage de Rafah.

CPI
15-04

1-14 Olmert fixe des conditions pour instaurer une trêve dans la bande de Gaza.

Des sources palestiniennes ont révélé, dimanche, que le Premier ministre israélien Ehoud Olmert avait fixé des conditions pour instaurer une trêve dans la bande de Gaza.

Ces sources ont informé le quotidien Saoudien, Al Watan, Olmert acceptait de conclure une trêve à condition que le Hamas stoppe les tirs de roquette et réussisse à faire cesser les tirs par les autres factions.

M. Olmert a indiqué qu'en cas le Hamas soumettait à ces conditions, Israël s'engagerait à une trêve non annoncée dans la bande de Gaza

Il a ajouté qu'Israël examinait actuellement la demande de l'Autorité palestinienne concernant la gestion des points de passage de Gaza.

WAFA
13-04

1-15 Nazzal affirme que le Hamas n'accepte pas de trêve sans inclure la Cisjordanie.

Le membre du bureau politique du Hamas Mohammed Nazzal a dit, que l'occupation met des obstacles devant les efforts égyptiens, en soulignant que son mouvement insiste sur une trêve générale dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Nazzal a confirmé que le Hamas et le Jihad islamique s'attachent à une trêve, générale, réciproque et simultanée, en exigeant des garanties sur le terrain.

Nazzal a affirmé que son mouvement n'acceptera jamais que la Cisjordanie soit exclue de toute trêve avec l'occupation, tout en démentant les déclarations de la ministre sioniste des affaires étrangère Tzipi Livni qui avait déclaré que le Qatar entame une médiation au sujet de la trêve.

CPI - 15-04

1-16 Hamas : La proposition d'une trêve par l'occupation n'est qu'une propagande médiatique .

Le Hamas a affirmé son refus de la proposition de l'occupation d'une trêve avec la bande de Gaza uniquement, en soulignant que cette proposition doit être vue dans le cadre d'une propagande médiatique israélienne.

Le journal Al-Hayat a rapporté de sources palestiniennes que les autorités d'occupation israéliennes ont transmis (via des responsables égyptiens) une proposition de trêve de six mois ou d'une année aux mouvements du Hamas et du Jihad islamique pour arrêter le lancement des missiles vers les colonies sionistes, en échange d'une promesse de réduction de leurs positions sur les passages fermés.

Taha a souligné que la trêve doit être réciproque, simultanée et générale pour mettre fin au blocus et arrêter les agressions sionistes, tout en déclarant que le Hamas refuse toute trêve gratuite du blocus.

Il a appelé les pays arabes et islamiques à intervenir officiellement pour mettre la pression sur l'occupation et mettre fin au blocus imposé contre le peuple palestinien.

CPI

1-17 Des appels sionistes pour assassiner Haniyeh et les leaders de la résistance palestinienne.

Les opérations de la résistance palestinienne ont frappé les responsables sionistes qui ont perdu leurs raisons, notamment après la mort d'un officier et de deux soldats, ainsi que la blessure de cinq autres, hier mercredi 9/4, où plusieurs appels sionistes ont été lancés pour assassiner le premier ministre du gouvernement d'unité nationale, Ismaïl Haniyeh.

Le membre du parlement (Knesset) sioniste du parti de Mifdal, l'extrémiste, Avi Itam, a appelé à l'assassinat du premier ministre au gouvernement d'unité nationale, Ismaïl Haniyeh, et frapper le gouvernement d'unité nationale dirigé par le Hamas et la résistance palestinienne.

La radio hébreu officielle a rapporté du terroriste, Itam, que les sionistes doivent faire deux choses pour réaliser la trêve dont l'échec du gouvernement dirigé par le Hamas et la frappe de l'infrastructure de la résistance dans la bande de Gaza.

De son côté, le ministre de l'infrastructure au gouvernement sioniste, Jadoun Ezra, a appelé à la coupure totale de la livraison du carburant à la centrale électrique pour renforcer la punition collective contre les habitants de la bande.

De sa part, le ministre sioniste des affaires étrangères, Tzipi Livni, a dit que le mouvement du Hamas porte toute la responsabilité de l'opération contre le poste militaire sioniste de Nahel Oz, qui a tué deux soldats sionistes et deux autres blessés.

Livni a dit que le mouvement du Hamas est capable d'arrêter toutes les opérations de la résistance dans la bande de Gaza.

Dans le même contexte, le membre de la Knesset sioniste du parti de Kadima, Atnaïl Schnler, a appelé à cibler toutes les factions de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza, en ajoutant que le gouvernement sioniste doit installer une région isolée avec la bande de Gaza.

Ces appels sont venus après que trois factions de la résistance palestinienne ont effectué une opération martyre contre le poste sioniste de Nahel Oz, en tuant deux soldats sionistes et blessant deux autres.

Bien que les Sarayas d'Al-Qods, les brigades de Nasser et des Moudjahiddins ont adopté l'opération, mais l'occupation insiste toujours que le Hamas est le responsable de cette opération parce qu'il soutient la résistance. On souligne que l'occupation sioniste impose un blocus sévère contre la bande de Gaza, depuis plus de dix mois successifs, ferme les passages et interdit l'entrée des médicaments et des aliments à Gaza pour faire chuter le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh dans la bande de Gaza.

Gaza - CPI

10-04

1-18 Huit agences des Nations-Unis critiquent les attaques israélienne contre Gaza.

Le terminal de Nahal Oz, à la lisière nord de la bande de Gaza est fermé depuis le 9 avril.

Huit agences de l'ONU ont appelé mardi les occupants à reprendre les livraisons de carburants à la bande de Gaza se disant "très inquiètes" de l'impact de cette suspension sur la vie quotidienne des Palestiniens.

Les agences de l'ONU, opérant dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, appellent dans un communiqué "à un arrêt des actes de violence et demandent une reprise immédiate des livraisons de carburants à un niveau suffisant pour permettre aux Palestiniens de reprendre une vie quotidienne normale".

Ces organisations se disent "très inquiètes" de "l'impact sévère" de la quantité limitée de carburants "sur la vie quotidienne des Palestiniens et sur les activités de l'ONU".

"La pénurie de carburant dans les stations-service a provoqué l'arrêt des transports publics. De nombreux élèves ne peuvent plus aller à l'école, les professionnels de la santé ne sont pas mesurés de se rendre dans les hôpitaux et les dispensaires", ont-elles poursuivi.

Selon elles, "la situation actuelle constitue une menace pour la santé et le bien-être de la population de la bande de Gaza, dont 56% sont des enfants".

Le député palestinien, Moustapha Al-Barghouthi est catégorique : ce qui se passe à Gaza, (e blocus de cette ville) fait l'objet relève du crime de guerre.

Selon Moustapha Al-Barghouthie, le décès de 126 enfants palestiniens, bilan confirmé par l'OMC, la menace qui pèse sur la vie de 1720 autres enfants à Gaza faute de soin, la pauvreté que subissent 90% de la population de cette région ainsi que la poursuite des raids aériens et terrestres prouvent la situation catastrophique dans laquelle se trouve les palestiniens.

Le régime sioniste maintient son blocus contre Gaza depuis un an, date à laquelle le Hamas a remporté les élections.

Irna

16-04

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Mahmoud Ahmadinejad : "il faut pour résoudre la question palestinienne, consulter les Palestiniens.

Pour le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, la question de la Palestine permettrait d'évaluer la sincérité des gouvernements et des nations, quant au respect de la démocratie, des Droits de l'Homme et de la liberté.

Jeudi, lors de sa rencontre avec son homologue sénégalais et président tournant de l'Organisation de la Conférence Islamique, Mahmoud Ahmadinejad a rappelé que les crimes les plus odieux sont, actuellement, commis, en Palestine occupée, appelant à consulter les Palestiniens, seule voie permettant de résoudre l'affaire palestinienne.

Le président iranien a, également, évoqué la nécessité du soutien de l'OCI et de tous les pays islamiques au peuple opprimé palestinien.

Pour sa part, le Président sénégalais, Abdoulaye Wade, a salué les efforts et soutiens de la République Islamique d'Iran aux nations musulmanes, avant d'insister sur la nécessité du soutien de tous les Musulmans aux Palestiniens et de condamner les crimes du régime sioniste.

"Il est nécessaire d'œuvrer pour l'unité et la solidarité des groupes palestiniens.", a-t-il ajouté.

Téhéran - Irna

11-04

2-2 L'Union Inter-Parlementaire invitée à soutenir les droits des Palestiniens.

L'Union Inter-Parlementaire a été invitée par l'Iran à soutenir les droits du peuple de Palestine et à aider à la levée du blocus imposé par le régime israélien aux personnes habitant la bande de Gaza et la Cisjordanie. Mohsen Yahyavi, député iranien, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'UIP, Anders Johnson, a invité la communauté internationale à ouvrir une enquête immédiate dans la bande de Gaza et en Cisjordanie et à forcer le régime israélien à mettre fin au massacre systématique des Palestiniens.

Il a déploré l'escalade de violence en Palestine due essentiellement au fait que le régime d'occupation, ignorant le droit international, n'y respecte pas les droits de l'Homme.

Mohsen Yahyavi a indiqué dans sa lettre qu'Israël exerce le terrorisme d'état, tuant des enfants et des femmes innocents sous divers prétextes.

Il a déclaré qu'Israël pratique une punition collective dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ignorant le droit international.

« C'est une honte pour la communauté internationale d'être témoin de telles pratiques, d'un tel génocide à l'encontre d'une nation. »

Le représentant iranien a précisé que l'établissement d'un état palestinien sur la base du plein respect de la nation palestinienne est une nécessité pour restaurer la paix au Moyen-Orient.

Irna

14-04

2-3 Une femme arabe rejoint une unité d'élite (...) de Tsahal.

La 1ère israélienne à rejoindre une unité d'élite de Tsahal.

C'est la première fois qu'une femme israélienne arabe intègre la prestigieuse unité d'élite 669 de l'armée de l'air.

Cette unité est dédiée au sauvetage des soldats blessés sur les zones de combat, le plus souvent sous le feu de l'ennemi. L'unité 669 est aussi amenée à secourir des civils lors de catastrophes (séismes en Turquie).

La soldate était déjà secouriste dans cette unité, et a désiré postuler pour devenir secouriste aéroportée.

Seuls les Druzes font l'armée. Ces dernières années, on voit de plus en plus de Bédouins la faire, sur une base volontaire, ainsi qu'une proportion croissante d'Arabes citoyens d'Israël.

[Sources Israel Valley](#)

Mercredi 16 avril 2008

Posté par Adriana Evangelizt

3 Annexe Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 La Banque mondiale et le FMI ont contribué aux crises alimentaires dans les pays pauvres.

Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde a accusé la Banque mondiale et le FMI d'avoir contribué aux crises alimentaires dans les pays pauvres.

Cette association influente a estimé que le FMI comme la Banque mondiale avaient "contraint les pays du Sud à adopter des politiques d'ajustement structurel qui se sont révélées dramatiques sur de nombreux plans".

Pour le comité, qui ne cache pas son rejet des politiques néo-libérales, "les populations du Sud paient aujourd'hui le prix fort" de mesures dont le FMI et la Banque mondiale doivent faire leur "mea culpa".

En France, le député socialiste Jean-Louis Bianco a demandé au Fonds monétaire international, dirigé par le Français Dominique Strauss-Kahn, et à la Banque Mondiale "de renoncer complètement à leurs politiques stupides d'équilibre budgétaire en acceptant l'intervention des Etats pour contrer la hausse des prix".

Polémique sur les biocarburants

Ce lundi, le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, a relancé la polémique sur les biocarburants et a enfoncé le clou en estimant que la planète se dirigeait "vers une très longue période d'émeutes" liés à la production massive de biocarburants, encouragée par les Etats-Unis et l'UE comme alternative aux hydrocarbures.

L'encadrement strict du développement des biocarburants afin qu'ils ne prennent pas la place des cultures alimentaires est désormais à l'ordre du jour.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a demandé à la communauté internationale près de 500 millions de dollars (315 millions d'euros), minimum, pour faire face à l'inflation des prix agricoles. Ce lundi, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a prévenu à son tour que la crise alimentaire avait atteint un "seuil d'urgence". Robert Zoellick, président de la Banque mondiale a averti que la crise pourrait avoir pour conséquence "sept années perdues" dans l'éradication de la faim dans le monde.

Selon les données de la Banque mondiale, 100 millions de personnes sont concernées, et 33 Etats sont menacés de troubles politiques et de désordres sociaux. Robert Zoellick estime que les prix du blé ont augmenté de 181% en trois ans, les produits alimentaires ayant augmenté de 83% sur la même période.

Les principales organisations internationales ont lancé plusieurs appels à contribution pour éviter le développement de famines.

Les directeurs généraux du FMI et de la FAO, Dominique Strauss-Kahn et Jacques Diouf, ne doivent pas se contenter même s'ils ont raison d'agir de la sorte de constater la situation de la faim dans le monde, a indiqué de son côté le président sénégalais Abdoulaye Wade.

"Il ne faut pas se contenter simplement de constater ce qui va se passer", a-t-il dit sur les ondes d'une radio française.

Selon M. Wade, le problème, c'est de définir "les moyens", c'est-à-dire "les ressources et les orienter dans la bonne direction".

Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde

3-2 Xavière Jardez GAZA : Le coup d'état manqué du Fatah.

L'accord conclu, récemment, entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne, par l'entremise du Yémen, pour parvenir à un gouvernement d'unité nationale aura-t-il des chances de voir le jour, indépendamment des obstacles intrinsèques aux deux parties, ou sera-t-il, dès le départ, violemment combattu par Bush et ses complices palestiniens comme le fut le premier gouvernement d'unité nationale en 2007 avec l' « Action Plan » ainsi que le révèle l'hebdomadaire américain *Vanity Fair*.

Briser le Hamas

Briser le Hamas a été l'objectif de cette communauté internationale, réduite au « Quartet » composé des Américains de l'Union européenne, de la Russie et des Nations unies, depuis l'élection démocratique de la mouvance islamiste à Gaza en 2006, après son refus de reconnaître Israël, de renoncer à la violence et d'accepter tous les termes des accords précédents. Le briser économiquement, d'abord. Maître d'œuvre des sanctions, instituées par les Etats-Unis et l'Union européenne qui suspendaient le paiement de l'aide à l'Autorité palestinienne d'un montant de 2 milliards de dollars, Israël a imposé un blocus économique punitif qui s'est ensuite transformé en un siège total de la population de Gaza en violation, comme d'habitude, du droit international qui prohibe tout châtimeur collectif. Appauvrie, réduite au chômage (*voir encadré*), vivant dans une prison à ciel ouvert, sous le contrôle permanent aérien, naval d'Israël, malgré le désengagement de ce dernier en 2005, en subissant les attaques à volonté –*n'épargnant pas, cependant, la Cisjordanie, où Abbas a décrété un cessez-le-feu partiel, qui en a essuyé 480 au cours des trois derniers mois*- les habitants de Gaza ne pouvaient que vouloir échapper à ces conditions apocalyptiques en défonçant, le 23 janvier, au passage de Rafah, le mur les séparant de l'Egypte, pour éviter de périr. C'est ainsi que certains précédents dans l'Histoire s'imposent à la mémoire.... Sous la pression des Américains de retirer leur aide de 100 millions de dollars, l'Egypte ferma la frontière peu après.

Cependant, cette stratégie s'est révélée inopérante : les Gazouites n'ont pas lâché leur Premier ministre, Ismail Haniyeh, qui, pour faire face à la crise humanitaire, s'était procuré auprès de l'Iran chiite, une aide atteignant, pour certains, 200 millions de dollars en 2007. Il est étonnant de constater, ici, la popularité du Hamas en Cisjordanie, selon un récent sondage donné par Arte, le 2 avril, qui, si des élections étaient tenues, les remporterait.

L'Iran-Contra 2.0

Parallèlement à ces sanctions, les Américains envisageaient la liquidation politique du Hamas par le déclenchement d'une guerre civile palestinienne grâce à leur homme de main, Mohamed Dahlan, chef de la force paramilitaire de l'Autorité palestinienne la plus redoutée, les Services de Sécurité Préventive, collaborant étroitement avec la CIA et le FBI depuis les Accords d'Oslo en 1993 et ayant rencontré à plusieurs reprises, Clinton et Bush pour qui Dahlan était « *notre homme* ». N'avait-il pas arrêté 2000 membres du Hamas en 1996, dans la bande de Gaza après une série d'attentats suicides, torturé systématiquement des prisonniers par sodomisation.

Le poids des Américains dans les affaires palestiniennes remonte à la guerre des Six Jours en 1967 et s'est considérablement accru avec la présidence de Abbas, qui n'a jamais pu compter sur une base forte et indépendante, avait besoin de l'aide étrangère pour restaurer son prestige et était parfaitement conscient que, sans Washington, il ne pourrait résister au Hamas.

Dans ce contexte, la survie d'Abbas dépendait de la dissolution du gouvernement d'Haniyeh et à cette fin, Dahlan devait assumer la responsabilité de toutes les forces de sécurité -14 en tout sous Arafat dont la moitié à Gaza- une fois réformées, dont celles de la sécurité préventive, accusées d'enlèvement et de torture, pour lesquelles les Américains fourniraient armes et entraînement. Associés à un plan à deux faces, public pour le Congrès et clandestin autour de pays arabes, ressemblant étrangement à l'Iranguate, l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes devaient verser directement à Abbas des fonds destinés à l'achat d'armement. Or, ni les Américains, ni les pays arabes ne tinrent leur engagement : de 86,4 millions de dollars, le Congrès réduisit le montant à 59 millions de dollars, en avril 2007, pour une aide non létale de peur que les armes achetées ne se retournent contre Israël, et seuls les Emirats y allèrent de leur poche avec 30 millions de dollars.

Plan B

Un gouvernement d'unité nationale vit le jour sous les auspices du roi Abdallah d'Arabie Saoudite, en février 2007, pour éloigner la guerre civile sous-jacente: Haniyeh restait premier ministre et des membres du Fatah occuperaient plusieurs postes importants. L'Administration US n'accepta pas plus cette solution qu'elle n'avait accepté l'élection du Hamas et proposa une alternative, le *Plan d'Action Pour la Présidence Palestinienne* connue sous le nom de « *Plan B* » à la rédaction duquel participèrent le Fatah et la Jordanie.

La version finale le présentait comme né d'une idée de l'Autorité Palestinienne et confirmait que les propositions sécuritaires avaient été approuvées par Abbas après l'accord du Général Dayton, coordinateur US pour la sécurité des Palestiniens et directeur du Iraq Survey Group, à la recherche des armes de destruction massive de Saddam Hussein. Abbas devait dissoudre le gouvernement du Hamas si ce dernier refusait toujours de modifier son attitude par rapport à Israël. *Qu'Abbas ait le pouvoir constitutionnellement de le faire ne préoccupait pas Bush.* « *Le dénouement attendu était de donner à Abbas la capacité de prendre les décisions politiques stratégiques requises...telles que démettre le cabinet, établir un cabinet d'urgence* » ou appeler à de nouvelles élections. Les forces de sécurité du Hamas, notamment les 6000 hommes de la nouvelle Force Exécutive, ne devaient pas être intégrées à celles du Fatah et Abbas devait assumer le « contrôle indépendant des principales forces de sécurité » dont une force de 15 000 hommes financée en secret par les pays arabes. Une force additionnelle de 4700 hommes était répartie en sept bataillons hautement entraînés soit en Jordanie soit en Égypte. Il est à noter que certaines factions du Fatah ne prirent pas part au complot, comme le déclare, Khalid Jaber, commandant des Brigades d'Al Aqsa, car « il n'y a jamais eu de décision globale de confronter le Hamas et c'est pourquoi nos armes sont les plus pures. Elles ne sont pas souillées du sang de notre peuple ».

Le calme était revenu sous le gouvernement d'unité nationale dans les territoires palestiniens. Mais, le 30 avril 2007, la publication par un journal jordanien *Al Majd*, d'une première ébauche du plan B convainquit le Hamas que le Fatah projetait un coup soutenu par les États-Unis, comme le démontraient les recrues fraîchement entraînées, équipées de neuf venant d'Égypte par la bande de Gaza. *Haaretz* suivit, le 7 juin, avec l'annonce qu'Abbas et Dayton avaient demandé à Israël d'autoriser le plus grand transport d'armes en provenance d'Égypte comprenant des douzaines de véhicules blindés, des centaines de fusées pénétrantes, de milliers de grenades et des millions de munitions dont s'empara le Hamas lors de la déroute du Fatah, le 13 juin. La situation sur le terrain entre les forces en présence produisit un effet de dominos qui enhardit le Hamas à tenter plus. Quelques jours plus tard, le Hamas prenait le contrôle de Gaza : pour Fawzi Barhoum, principal porte-parole du Hamas, le plan soutenu par les Américains consistait à « anéantir le choix politique » et la violence aurait redoublé. Avec l'arrivée des nouvelles recrues, 250 membres du Hamas avaient été tués au cours des six derniers mois de 2007.

Pour Mahmoud Zahar, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Haniyeh, l'objectif du Hamas était limité : *se débarrasser des Services de Sécurité préventive, et des années d'oppression par Dahlan, qui soumettaient à la torture ou tuaient ceux soupçonnés d'appartenir au Hamas.* C'est d'ailleurs l'avis de David Wurmser, farouche néoconservateur et principal conseiller de Dick Cheney pour les Affaires du Moyen Orient, qui a démissionné, en juillet 2007, un mois après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas. Il accuse l'Administration Bush de «...déclencher une sale guerre pour offrir à une dictature corrompue (dirigée par Abbas) une victoire. Il me semble que ce qui est arrivé n'est pas tellement un coup par le Hamas, qu'une tentative de coup par le Fatah qui a été torpillée avant qu'elle ne survienne. »

Source : www.vanity.fair.com/politics/features/2008/04/gaza200804?

3-3 Daniel Levy : La privatisation de l'occupation

Nouveau phénomène : les sociétés militaires privées. Où Israël ferait bien de s'inspirer du très mauvais exemple irakien.

Imaginez que l'on demande aux designers Philippe Starck et Daniel Libeskind de relooker un check point israélien en Cisjordanie. Cahier des charges : extérieur imposant, intérieur gai, à-plats audacieux de couleur et de lumière. Parfois, il semble que ce soit l'image que veulent renvoyer les check points et autres points de passage nouvellement privatisés et tenus par des civils, qui apparaissent dans les territoires occupés. En ce qui concerne le code vestimentaire, le vert olive débraillé des militaires est décidément passé de mode, et est remplacé par l'uniforme impeccable d'employés d'entreprises de sécurité privées.

Une demi-douzaine de terminaux privés fonctionnent déjà : de Al-Jalama près de Jénine, à Sha'ar Ephraïm près de Tul Karem, de Reihan à Tarqumiya. Selon une information récente de la chaîne de TV 10, l'armée prévoit de

privatiser tous les check points dans la zone tampon. Plus de perte de temps pour les soldats. Tsahal vend une idée gagnant-gagnant : davantage de sécurité pour les Israéliens, un meilleur service pour les Palestiniens. Déjà, l'idée que nous en soyons encore à chercher comment réinventer et améliorer les modalités de l'occupation plutôt qu'à en finir, après plus de 40 ans, est en elle-même suffisamment dérangeante. Mais cette décision prise par l'Etat de sous-traiter une fonction nationale aussi basique, sans même un haussement de sourcil, se révélera probablement, en son temps, un exemple supplémentaire de ce que nous semons dans les territoires palestiniens et récolterons plus tard chez nous.

Cette occupation qui se privatise progressivement renvoie à une tendance plus générale en Israël, où l'on sous-traite des fonctions antérieurement dévolues à l'Etat, y compris des fonctions de nature très sensible. Et la privatisation du militaire est un phénomène mondial. Des sociétés militaires privées (SMP) fournissent aujourd'hui des services logistiques, de maintenance et de consulting, et mêmes combattants, dans plus de 50 pays.

Or, on dispose aujourd'hui d'une bonne dose d'expérience de cette sous-traitance, dont Israël ferait bien de s'inspirer. La présence américaine en Irak est devenue une sorte de laboratoire pour qui veut observer les SMP. Là-bas, outre les habituels rôles de bidasses, certains entrepreneurs privés sont chargés de fonctions militaires essentielles, comme la protection d'installations, l'escorte de convois, et même l'opération de systèmes de défense par missiles. Ce sont des employés de SMP qui ont été également au centre du scandale de la prison d'Abou Ghraib.

Et il y a le cas de Blackwater, surnommée par le sénateur de Virginie Jim Webb, lui-même ancien militaire, « armée en location ». En septembre dernier, des gardes employés par la société Blackwater ont tiré et tué 17 civils irakiens à un carrefour de Bagdad. Cet épisode a jeté une lumière crue sur l'existence, jusque-là dans l'ombre, de l'un des plus gros bénéficiaires de la guerre en Irak. Il y a 10 ans, Blackwater n'existait pratiquement pas, mais, selon le Guardian, cette société fort bien introduite a bénéficié de contrats du gouvernement américain pour plus de 750 millions de \$ depuis 2004, souvent dans des appels d'offres sans concurrence.

Aucun scandale de cette ampleur ne nous attend en Israël, mais les enquêtes qui sont actuellement menées aux Etats-Unis sur les abus des SMP méritent notre attention. Les dilemmes commencent avec la question de savoir comment concilier des SMP avec le principe du monopole d'un Etat sur l'usage légitime de la force et ses fonctions régaliennes. Outre les check points et les points de passage en Cisjordanie, des SMP patrouillent autour de la barrière de séparation et d'autres points sensibles, comme le tunnel sur la route 60. Elle sont déployées au point de passage frontalier d'Erez (entre Israël et la bande de Gaza) et, semble-t-il, au dépôt de fioul de Nahal Oz (objet d'une attaque récente du côté palestinien, ndt). Leurs employés se trouvent en-dehors de la chaîne de commandement militaire et du système judiciaire, loin du contrôle de l'exécutif et du législatif, et dans une zone grise du point de vue du judiciaire. Par définition, une entreprise privée n'a pas pour objet le bien public. Contrairement à son client, l'Etat, son objet premier est le profit. Cela peut influencer ses décisions sur les critères de recrutement, la qualité des équipements utilisés, l'investissement dans la formation, la rotation du personnel, etc. De plus, les SMP ajoutent encore une couche de bureaucratie et une source possible de confusion à un système étatique déjà bien compliqué. L'utilisation de sous-traitants a également un effet de distorsion sur les coûts réels d'une politique de sécurité. Enfin, les civils, contrairement aux militaires, ont toujours la possibilité de démissionner.

Machsom Watch (ONG qui surveille ce qui se passe aux check points) rapporte une augmentation des tensions, une communication réduite (entre Israéliens et Palestiniens) et une situation plus explosive encore aux terminals opérés par des entreprises privées. C'est du perdant-perdant : moins de sécurité, services encore plus mauvais. Il faut reconsidérer la privatisation de l'occupation.

Je ne parle pas là de rappeler les garçons (et les filles) en vert. L'occupation et ses check points et terminals, qu'ils soient opérés par des soldats, des entreprises privées ou des boulangers, ne sera jamais bonne. Cela devrait aujourd'hui être très clair. Mais il faut faire très attention dans notre hâte à privatiser des fonctions régaliennes, que ce soit dans le contexte de l'occupation ou quand, finalement, nous aurons des frontières reconnues et des passages frontaliers.

Alors que la réalité sur les SMP en Irak est seulement en train d'émerger, l'institut Brookings vient de publier un rapport intitulé « Sous-traiter la guerre ». En voici la conclusion, qui devrait être lue à Jérusalem (et relue à Washington) : « L'armée américaine doit revenir en arrière et reconsidérer, du point de vue de sa sécurité nationale, quels sont les rôles et les fonctions qui doivent demeurer aux mains du gouvernement. »

[Daniel Levy](#)

* Daniel Levy a été conseiller politique de Yossi Beilin, membre de l'équipe des négociateurs israéliens à Oslo et à Taba, et l'un des principaux artisans israéliens de l'initiative de Genève.

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

Source : Liste de diffusion La Paix Maintenant

Ha'aretz, 10 avril 2008

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/973974.html>